



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 2 – 25 SEPTEMBRE 2015

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA
 - AGENDA
 - VISITES BILATERALES

**BUSINESS
FRANCE
MAINTENANT
OPERATIONNEL
EN ZAMBIE**

LAFARGE
S'ENGAGE EN
FAVEUR DE LA
REFORESTATION
AU NIGERIA

UN HOTEL
MÖVENPICK
CONSTRUIT PAR
BOUYGUES A
ABIDJAN

L'INFLATION A
PRES DE 12% EN
ETHIOPIE

IMPLICATION DE LA
FRANCE DANS LES
JEUX AFRICAINS
DE BRAZZAVILLE

PROGRAMME
FRANCO-JAPONAIS
POUR LE
DEVELOPPEMENT
DURABLE AUX
COMORES

LA CCI DE
BORDEAUX REÇOIT
LE PRESIDENT DE
LA REPUBLIQUE DU
GHANA

UNE AIDE
AMERICAINE DE
PRES DE 470 M
USD AU SENEGAL

L'ANCIENNE
MINISTRE DES
FINANCES DU
NIGERIA RENTRE
CHEZ LAZARD



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ACTUALITE REGIONALE

▼ Conférence internationale sur les énergies renouvelables au Cap (4 au 7 octobre 2015)

L'Afrique du Sud organisera du 4 au 7 octobre au Cap la 6^{ème} conférence internationale sur les énergies renouvelables (SAIREC) avec pour thème "Redynamiser l'Afrique". L'objet de la conférence sera d'examiner les modalités d'accélération du développement des énergies renouvelables sur le continent. Elle devrait mobiliser de nombreux acteurs du secteur énergétique, publics et privés. L'Afrique du Sud, pour laquelle les centrales thermiques à charbon représentent encore 93 % de la capacité installée, a prévu d'investir près de 100 Mds USD entre 2010 et 2030 pour doubler sa production d'électricité, dont 17,8 GW (42% de la capacité totale) sera issue de sources renouvelables.

✉ gregory.sidrac@dgtresor.gouv.fr

▼ Business France opérationnel en Zambie depuis août 2015

Business France offre depuis le 1er août ses prestations d'accompagnement des PME et ETI françaises en Zambie. En dehors de l'Afrique du Sud, la Zambie devient ainsi le troisième pays « suivi » dans la région par le bureau Business France de Johannesburg, après le Mozambique (une cinquantaine d'entreprises accompagnées en 2014) et l'île Maurice (une quinzaine d'entreprises accompagnées en 2014). Le bureau Business France de Johannesburg comprend 15 personnes et est notamment organisé en 4 filières sectorielles (industries et « cleantech », « tech » et services, art de vivre et santé, « agrotech »).

✉ jacques.torregrossa@businessfrance.fr

▼ Promotion de l'attractivité de la France en Afrique subsaharienne

Le bureau Business France de Johannesburg a accueilli, le 1^{er} septembre dernier, Clément Sarradin, premier responsable à plein temps de la promotion de l'attractivité et de l'image économique de la France, de ses talents et de ses territoires. Sa mission consistera essentiellement à faire progresser le nombre d'investissements sud-africains en France (ceux-ci s'élèvent actuellement à 30 environ contre près de 1 000 au Royaume Uni), mais aussi à assister les autres bureaux Business France en Afrique australe et orientale dans cette activité. Les bureaux Business France de Johannesburg, Luanda et Nairobi couvrent 10 pays dans cette zone.

✉ clement.sarradin@businessfrance.fr

▼ L'implication de la France lors des 11èmes Jeux africains à Brazzaville

La France a montré son attachement au Congo et à la grande manifestation sportive tenue dans sa capitale par la présence à l'ouverture du Secrétaire d'État aux Sports Thierry Braillard et de la maire de Paris Anne Hidalgo, ainsi que de nombreuses autres personnalités du monde sportif et médiatique français. Le secteur privé français a aussi joué un rôle dans la réussite de ces jeux. Ainsi, nombre d'entreprises françaises sont intervenues dans différents domaines tels que l'organisation des transports (Bolloré), l'aménagement et les équipements sportifs (Gerflor, Marty Sports, Stramatel...), l'organisation des cérémonies officielles (Attias, GL Events) ou encore les différents partenariats (Edf, Total) et donations officielles (Aerco, Saris).

✉ dominique.anouilh@diplomatie.gouv.fr

▼ Brazzaville veut donner le ton à l'intégration des stratégies en zone Cémac

Le Congo souhaite accueillir, dans les prochains mois, la réunion sur l'intégration des stratégies nationales en Afrique centrale. Cette initiative fait suite au 14^{ème} forum de l'AGOA (African Growth and Opportunity Act) tenu en août dernier au Gabon. Ainsi, les représentants des États, du secteur privé et la société civile des États-Unis et d'Afrique souhaitent œuvrer pour la mise en application des recommandations issues du forum, notamment par l'élaboration de stratégies intégrées dans les plans de développement nationaux et des programmes économiques régionaux. De même, il a été préconisé la mise en place d'un programme spécial en faveur de l'entrepreneuriat féminin.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ **Mozambique : interventions de la Banque centrale sur le marché des changes et le marché interbancaire**

Le comité de politique monétaire de la Banque centrale en date du 14 septembre a décidé d'accroître les cessions de devises pour réduire les pressions sur le marché des changes et renforcer les interventions sur le marché interbancaire afin de maîtriser l'évolution de la masse monétaire. Ces décisions sont liées au renforcement du dollar US au plan international et à la baisse des prix des matières premières. Le metical s'est déprécié de -27,7 % par rapport au dollar US depuis janvier 2015. Les interventions de la Banque centrale mi-2014 ont conduit à une forte baisse des réserves de change, passées de 3,2 Mds USD fin juillet 2014 à 2,6 Mds USD fin août 2015.

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

▼ **Malawi : accélération de l'inflation et net repli du kwacha**

En août, le taux d'inflation s'est élevé à +23 % en g.a. Depuis janvier, le taux moyen s'établit à +20,5 %, soit le niveau le plus élevé des pays de la Comesa. L'accélération de l'inflation reflète surtout la hausse des prix des produits alimentaires liée à la mauvaise récolte de maïs. Cette situation est aggravée par la dépréciation du kwacha, en repli de 15,6 % face à l'USD depuis janvier 2015, avec une accélération des pertes depuis août, le plaçant parmi les devises les moins performantes au plan mondial. Le décrochage du kwacha, qui s'accompagne de pénuries de dollars US, s'explique par l'aversion au risque émergent mais surtout par la dégradation des perspectives économiques du Malawi.

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

▼ **Intervention de la Banque centrale du Nigéria en raison d'une crise de liquidité latente**

Les banques nigérianes connaissent des difficultés importantes d'accès aux devises depuis plusieurs semaines en raison de la baisse des recettes pétrolières. Depuis début juillet, la Banque centrale (CBN) limite la convertibilité du naira (NGN) pour certaines d'importations. En réaction, lors du comité de politique monétaire les 21 et 22 septembre, la CBN a décidé de réduire le niveau des réserves obligatoires pour les banques de 31% à 25% afin d'atténuer la pénurie de liquidités. Elle a maintenu son taux directeur inchangé à 13%.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : 19 Etats fédérés ont bénéficié du plan de sauvetage du gouvernement fédéral**

Plus de la moitié des 36 Etats de la fédération ont reçu des fonds pour un montant total de 338 Mds NGN (soit environ 1,5 Md USD) destinés à apurer les impayés de salaires des fonctionnaires.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ghana : les réserves internationales inférieures à 3 mois d'importations**

Les réserves internationales de la Banque centrale ghanéenne représentaient fin juillet 2,8 mois d'importations de biens et services. C'est un niveau en baisse par rapport au début de l'année

(3,3 mois) et inférieur au seuil de 4 mois préconisé par le FMI. Les interventions de la Banque centrale au cours de l'été pour limiter la dépréciation du cédî sont un des facteurs de la diminution des réserves de change.

✉ florian.lalanne@dgtresor.gouv.fr

▾ Les perspectives économiques du Congo-Brazzaville inquiètent Fitch

L'agence de notation Fitch Ratings a dégradé les perspectives du Congo de "stable" à "négative". Selon le rapport de l'agence publié le 18 septembre, le pays devrait enregistrer sa plus faible croissance depuis huit ans en 2015, seulement 2,5%. Encore trop dépendant du pétrole, malgré des performances positives dans l'agriculture, les transports et le secteur des services, le Congo devrait voir son PIB par habitant diminuer d'environ un tiers. Dans le même temps, la dette publique devrait atteindre 48% du PIB à fin 2015 contre 21% en 2010, tandis que le déficit courant devrait doubler par rapport à celui de 2014, atteignant 12,8% du PIB. Malgré ces perspectives moroses, la dette souveraine congolaise conserve sa note de "B+".

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▾ Situation budgétaire tendue au Tchad

La baisse des cours du pétrole supérieure aux hypothèses de la loi de finance rectificative (basée sur le prix d'un baril de 61,5 USD) et le ralentissement de l'économie hors pétrole (prévisions 2015 ramenées de 2,1 % à 1,2 %) ont conduit à d'importantes moins-values de recettes : à fin juin, les recettes pétrolières n'ont atteint que 20 % de l'objectif annuel, les recettes non pétrolières atteignant 39,4 % de l'objectif. Malgré les efforts réalisés pour maîtriser les dépenses, le Tchad a accumulé 200 Mds FCFA d'arriérés de paiement. Le besoin de financement projeté à fin 2015 est de 185 Mds FCFA, soit 3,4% du PIB. Il a été comblé à concurrence de 92 Mds FCFA par une avance de la BEAC. Une mission du FMI de 2^{ème} revue du programme de Facilité élargie de crédit (FEC) est en cours.

✉ françois.giovalucchi@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Semaine de l'investissement en France à Johannesburg

Comme dans 50 autres pays cette semaine, le service économique régional (SER) et le bureau Business France (BBF) de Johannesburg ont travaillé avec la Chambre de Commerce et d'industrie franco-sud-africaine (FSACCI) et la section locale des CCEF à l'organisation d'un séminaire qui s'est tenu le 22 septembre à Johannesburg. Cet événement a attiré 40 participants, dont 30 chefs d'entreprises sud-africains et s'est déroulé en deux séquences :

- la valorisation des atouts économiques de la France : interventions de l'ambassadrice de France, du président de la FSACCI, du SER et du BBF ;
- des témoignages d'hommes d'affaires (De Beers, Aspen et Total).

Le séminaire a été clôturé par des interventions de la directrice du patronat sud-africain BUSA et l'ambassadrice de France en Afrique du Sud.

✉ clement.sarradin@businessfrance.fr

▼ OHADA : adoption de l'Acte uniforme révisé portant organisation des procédures collectives d'apurement du passif (AUPC)

Le 10 septembre dernier, le conseil des ministres de l'OHADA a adopté une version révisée de l'AUPC qui comprend 120 nouvelles dispositions. Désormais, toute entreprise sera habilitée à ouvrir une procédure de médiation avant toute cessation de paiement, à recourir à une procédure simplifiée de règlement préventif, de redressement judiciaire ou de liquidation des biens, ainsi qu'à recourir à une procédure préventive de conciliation. Cette réforme a été adoptée avec l'objectif de renforcer l'efficacité des procédures collectives et de favoriser le sauvetage des entreprises viables ainsi que le paiement substantiel des créanciers.

✉ othman.belouiz@gide.com

▼ Nouveau code minier au Burkina Faso dans le contexte régional

Le nouveau code minier burkinabè s'inscrit dans un contexte général de rééquilibrage du partage des revenus entre l'Etat et les sociétés minières en Afrique de l'Ouest. Le Burkina Faso reprend certains dispositifs des nouveaux codes miniers de la sous-région. Un dividende prioritaire pour l'Etat est notamment mis en place, à l'instar du Mali. Ce mouvement général, bien qu'attendu, est difficilement perçu par le secteur privé souffrant actuellement de la conjoncture minière défavorable. La réforme prochaine du code minier communautaire de l'UEMOA pourrait néanmoins poursuivre ce mouvement régional.

✉ krotoff@gide.com

▼ Mali : projet de loi sur le contentieux des infractions à la réglementation des changes

Le conseil des ministres a adopté le 9 septembre dernier un projet de loi sur le contentieux des infractions à la réglementation des relations financières extérieures, elle-même issue des textes communautaires de l'UEMOA. Ce projet de loi, destiné à remplacer la loi de 1989, vise à harmoniser la législation malienne en la matière avec celles des autres Etats membres de l'UEMOA, améliorer le taux de rapatriement des recettes d'exportations, accroître la fiabilité des données de la balance des paiements et rendre plus efficace l'application des sanctions contre les infractions à la réglementation des changes.

✉ jean-jacques.lecat@cms-bfl.com

▼ Certification ETHIC Intelligence décernée à Schneider Electric Nigeria

Le 25 août 2015, le comité de certification ETHIC Intelligence a décerné à Schneider Electric Nigeria (SEN) un certificat pour son programme de prévention de la corruption. La filiale de Schneider Electric Industries est la première société au Nigéria à recevoir la certification ETHIC Intelligence. SEN a choisi la certification comme un moyen de renforcer et d'améliorer son programme de prévention anti-corruption. Comme pour toutes les entreprises certifiées par ETHIC Intelligence, l'auditeur et le comité ont fourni à SEN des recommandations concrètes pour faire évoluer son programme en accord avec les normes internationales et les meilleures pratiques dans le domaine.

✉ alexandra.almy@ethic-intelligence.com

▼ Ghana : vers une réduction des exemptions fiscales pour les entreprises

Le gouvernement ghanéen prépare une réforme des exemptions fiscales accordées aux entreprises. Cette réforme pourrait entrer en vigueur dès octobre 2015 et toucher les entreprises exportatrices bénéficiant du régime des zones franches (Free Zone companies). Un amendement augmentant la fiscalité dans les zones franches avait déjà été voté fin 2014. Les subventions/exemptions accordées aux entreprises publiques seraient également révisées. La compétence pour l'attribution des exemptions fiscales serait transférée au ministère des Finances en lieu et place du centre de promotion des investissements (GIPC).

✉ florian.lalanne@dgtresor.gouv.fr

▼ 1^{er} Forum ICB – Investir au Congo Brazzaville, du 19 au 21 novembre 2015

Brazzaville accueillera, du 19 au 21 novembre 2015, le 1^{er} Forum ICB – Investir au Congo Brazzaville, organisé par les autorités congolaises, le Centre d'appui au développement (CAD) et l'Agence pour la promotion des investissements (API), avec le soutien de Jeune Afrique. Trois jours de conférences et de rencontres viseront à promouvoir les investissements dans des secteurs tels que l'agriculture, l'industrie du bois, les hydrocarbures, les services et le BTP. www.icb2015.com

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ Forum de Bangui sur la promotion du secteur privé en Centrafrique (9-13 septembre 2015)

Le forum de Bangui a accueilli près de 500 participants, (entreprises et administrations) avec des ateliers sur les secteurs de l'agriculture, des forêts, des mines et du climat des affaires. Le rapport des travaux relève près de 300 recommandations. La Présidente Samba-Panza a affirmé que « Les tracasseries, les procédures longues et dissuasives, les mesures fiscales contre-productives devront disparaître, de même que le recours aux passe-droits et aux privilèges; les opérateurs économiques devront être plus respectueux des règles commerciales, fiscales et douanières. »

✉ daniel.lanes@dgtresor.gouv.fr

▼ Rappel à l'ordre des entreprises chinoises en Guinée Equatoriale

Le ministre du Travail a convoqué le 16 septembre les représentants des sociétés chinoises présentes dans le pays ; un délai de sept jours leur est accordé pour se conformer aux règles en vigueur qui imposent une journée de travail de 8 heures dont une heure de pause, le respect des heures supplémentaires, l'emploi de 90% de salariés nationaux et le dépôt des offres d'emplois vacants auprès du ministère du Travail.

✉ chloe.derrien-cortes@diplomatie.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Lafarge Africa s'engage en faveur de la reforestation au Nigéria

La filiale nigériane du groupe Lafarge s'associe avec le Fonds souverain nigérian (NSIA) et le gouvernement de l'Etat d'Ogun afin de mettre en place un projet régional de restauration, de préservation et de réhabilitation d'espaces forestiers. Cet accord découle de la signature d'un MoU lors de la récente visite du Président Buhari à Paris permettant la création d'une entité légale en charge de la transformation de 108 000 hectares. Le projet a pour objectifs de renforcer la biodiversité des terrains et de créer des terres agricoles (cacao, café, huile de palme, caoutchouc) dont la biomasse sera utilisée par Lafarge comme combustible.

✉ thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr

▼ Libéria : le fonds de développement Millenium Challenge Corporation (MCC), financé par le gouvernement américain, va fournir au pays une aide de 257 M USD

Cette somme permettra de financer des projets dans différents domaines, notamment dans l'électricité et les infrastructures routières.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : 100 M USD pour compléter l'axe routier oriental

Le président du Ghana, M. John D. Mahama, a annoncé que 100 M USD seront débloqués pour compléter la construction de l'axe routier oriental (Eastern Corridor Road). Ce projet porte sur la rénovation et la connexion de 695 km de routes pour relier la région d'Accra au nord-est du pays. L'objectif est d'accélérer l'intégration économique et sociale de la partie orientale du Ghana.

✉ florian.lalanne@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : projet d'émission d'une obligation islamique

La Côte d'Ivoire va procéder à l'émission *sukuk* d'un montant de 150 Mds FCFA (229 M EUR) en novembre prochain. Pour cette opération, le gouvernement ivoirien a choisi la Société islamique pour le développement du secteur privé (ICD), une filiale de la Banque islamique de développement, comme arrangeur principal. La Côte d'Ivoire envisage de lever un montant total 300 Mds FCFA (458 M EUR) par émissions *sukuk* sur la période 2015-2020.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Sénégal : environ 468 M USD d'aide des Etats-Unis pour la période 2015-2020

Les Etats-Unis ont mis à la disposition du Sénégal une enveloppe de 466 M USD au titre du programme de l'USAID pour la période 2015-2020, en prolongement du précédent programme 2009-2015 d'un montant de 591 M USD. Ce programme a pour priorités les secteurs de la santé (47%), du développement économique (33%), de l'éducation (16%) et de la bonne gouvernance (4%). L'aide américaine a atteint 1,13 Md USD sur la période 2009-2015 dont 540 M USD au titre du Millenium Challenge Account (MCA) 2011-2015 et est intervenue principalement dans les infrastructures routières et l'agriculture. Le nouveau programme MCA, dont les négociations sont en cours, serait concentré sur le secteur de l'énergie.

✉ foly.ananou@dgtresor.gouv.fr

▼ Togo : subvention du fonds mondial de lutte contre le sida

Le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme a accordé le 22 septembre dernier une subvention de 24 milliards de FCFA (36 M EUR) au Togo. Cette subvention vise à (i) réduire le risque de transmission des maladies sexuellement transmissibles et le VIH auprès des populations ; (ii) améliorer la qualité de vie des adultes et des enfants vivant avec le VIH ; et (iii) traiter 100% des personnes souffrant d'une coïnfection tuberculose/VIH.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

▼ Le Cameroun mobilise plus de 1.300 Mds FCFA pour son Programme d'investissement agricole

La conférence de mobilisation des fonds pour financer le Plan national d'investissement agricole camerounais (PNIA), annoncée il y a quelques semaines s'est tenue les 14 et 15 septembre 2015 à Yaoundé. Le montant des engagements annoncés s'élève à 1.393 Mds FCFA, l'objectif ayant été fixé à 1500 Mds FCFA. L'Etat du Cameroun apportera 500 Mds FCFA, la Banque africaine de développement 305 Mds FCFA, l'Agence française de développement 250 Mds FCFA, la Banque mondiale 157 Mds FCFA, l'Union européenne 131 Mds FCFA, le Fida (40 Mds FCFA) et la coopération allemande (10 Mds FCFA). Enfin, La BID et la JICA se sont engagées, sans toutefois avancer de montant. Pour mémoire le Plan National d'investissement agricole devrait coûter 3551 Mds FCFA, sur la période 2014-2020.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ Diversification de l'économie au Congo : nécessité d'une restructuration du PADE

Parmi les recommandations de la revue du portefeuille des projets en coopération entre le Congo et la Banque mondiale, tenue le 15 septembre à Brazzaville, figure la restructuration du PADE (projet d'appui à la diversification de l'économie). Dans le cadre de cette restructuration, deux mesures ont été adoptées. La première donne la possibilité au FACP (fonds d'actions à coût partagé) de financer des équipements, notamment dans le cadre de la promotion du "contenu local". La seconde porte sur le lancement d'un concours doté de 1 Md FCFA (1,5 M EUR) qui permettra de promouvoir l'entrepreneuriat en finançant 5 à 7 idées de projets par an dans des secteurs hors pétrole.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ Ethiopie : inauguration du premier tramway électrifié d'Afrique subsaharienne

Construit par China Railway Engineering Corporation et financé à 85% par l'Exim Bank of China, le tramway d'Addis-Abeba a été inauguré le 20 septembre 2015. Les deux lignes nord-sud et est-ouest de 34 km ont une capacité de 60 000 passagers par jour et devrait contribuer à décongestionner la capitale éthiopienne dans laquelle les transports publics étaient pour l'instant assurés par des minibus privés et des bus dont la flotte n'a pas été renouvelée depuis des dizaines d'années. Les coupures d'électricité, fréquentes dans la capitale, devrait épargner le tramway grâce à un système de ligne électrique dédiée, indépendante du réseau principale. Le coût du projet s'élève à 475 M USD. Il s'agit d'un projet phare de la stratégie de développement du gouvernement éthiopien qui multiplie les grands projets d'infrastructures.

✉ magali.pialat@dgtresor.gouv.fr

▼ Madagascar : versement de la seconde tranche de l'aide budgétaire

La France a versé la seconde tranche de l'aide budgétaire de 10 M EUR au Trésor malgache le 17 septembre 2015. Ce versement s'inscrit dans le cadre de la convention de 40 M EUR signée en novembre 2014 par la République de Madagascar et le gouvernement français via l'Agence française de développement (AFD). Début 2015, un premier versement de 20 M EUR avait déjà été effectué. Ce prêt doit permettre de favoriser la mise en œuvre de budgets à forts impacts sociaux, et participer à la reprise des activités à Madagascar.

✉ rabitchova@afd.fr

▼ Madagascar : conclusion avec le FMI d'une Facilité Élargie de Crédit et d'un programme de référence

Une mission FMI vient de se conclure par un accord portant sur un deuxième programme de type FCR (Facilité de crédit rapide) d'un montant de 47,4 M USD, qui sera soumis mi-novembre pour approbation en Conseil. Cette FCR sera jumelée avec un Programme de référence de 6 mois (SMP – Staff-Monitored program), qui préparera la conclusion mi-2016 d'un programme FEC (Facilité élargie de crédit), puis la tenue à Paris, vraisemblablement à l'automne 2016, des « Rencontres avec les partenaires du développement et investisseurs pour Madagascar », qui seront préparées par une réunion le 7 octobre prochain des bailleurs traditionnels de Madagascar, organisée à Lima sous l'égide de la Banque mondiale.

✉ hubert.colaris@dgtresor.gouv.fr

▼ Comores : une action franco-japonaise pour le développement durable

Le 16 septembre dernier, la France et le Japon ont lancé, en partenariat avec le gouvernement comorien, le Programme franco-japonais pour le développement durable aux Comores (PFJDD) pour appuyer la mise en œuvre de microprojets par des communes ou des associations intervenant dans le domaine de l'environnement. Doté d'une enveloppe financière de 200 000 USD, ce nouveau programme viendra appuyer la mise en œuvre de projets de développement durable en Union des Comores pour la période 2015-2017. Il est ouvert aux organisations de la société civile spécialisées dans le domaine de l'environnement et à trois communes pilotes (Moroni, Fomboni et Mutsamudu).

✉ gaboritl@afd.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Débouchés dans les industries agro-alimentaires (IAA) sud-africaines

En Afrique du Sud, la recherche de gains de productivité agroalimentaires passe notamment par l'automatisation des chaînes de production avec l'utilisation de convoyeurs automatiques, pouvant être en contact avec les produits alimentaires tout en résistant aux produits corrosifs sans nécessité trop d'entretien. Des opportunités d'affaires existent pour les entreprises qui proposent des solutions innovantes. Par ailleurs, le pays fait face à des coupures d'électricité de délestage qui impactent les IAA, notamment celles utilisant la chaîne du froid. Les industriels et les agriculteurs sont à la recherche d'équipements innovants permettant une faible consommation d'énergie et faisant face aux problèmes de coupures.

✉ camille.tricoire@businessfrance.fr

▼ Somalie : hausse de l'insécurité alimentaire

Selon l'ONU, le nombre de personnes en état de crise et d'urgence alimentaires en Somalie a augmenté de 17% entre décembre 2014 et juin 2015, passant à 885 000 personnes. Les personnes déplacées internes représentent 65% des personnes touchées. Cette situation est notamment due aux mauvaises récoltes engendrées par de faibles précipitations, mais aussi aux déplacements forcés et à la perturbation des échanges commerciaux du fait de l'activité des insurgés. Au total, 3,1 millions de personnes sont en état d'insécurité alimentaire, dont 2,3 en situation de stress alimentaire caractérisé. Une partie de ces dernières risque également de basculer en situation de crise et d'urgence alimentaire, d'autant plus que le courant équatorial chaud El Niño pourrait provoquer de graves inondations d'ici la fin de l'année.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.fr

▼ Mise en ligne de fiches export pour les opérateurs intéressés par le marché sud-africain

Deux fiches export destinées aux opérateurs français souhaitant exporter vers le marché sud-africain sont en ligne sur le site de la direction générale du Trésor, l'une pour les produits d'origine animale (POA) et l'autre pour les produits d'origine végétale (POV). Ces fiches décrivent de façon pratique les différents aspects sanitaires et réglementaires à respecter pour pouvoir exporter des produits agricoles depuis la France vers l'Afrique du Sud. Liens vers les fiches.
<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/afrique-du-sud>

✉ guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr

▼ L'entreprise de service sud-africaine NWK investit dans la télédétection agricole

L'entreprise sud-africaine NWK, ancienne coopérative privatisée à la fin des années 90, a pris le contrôle de la start-up sud-africaine AgriSig, spécialisée dans la télédétection et l'élaboration de produits innovants pour la gestion du risque pour le secteur agricole en Afrique du Sud et dans la région. Avec cet investissement, NWK cherche à diversifier son offre de services (intrants, stockage et conseil) et à se positionner sur le marché prometteur de la télédétection pour le secteur agricole, qui permettra une meilleure gestion des variabilités intra-parcellaires et interannuelles, auxquelles font face les agriculteurs sud-africains.

✉ guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr

▼ De nouveaux investissements de production agroalimentaire en Angola

Leaders du marché du jus de fruit en Angola, les marques Sumol et Compal ont décidé d'investir 51 M USD dans de nouveaux sites de production. Leur dirigeant, Antonio Casanova, a annoncé qu'il désirait réduire ses coûts d'importation et s'appuyer davantage sur l'Angola, marché stratégique pour exporter en Afrique australe et dans les pays d'Afrique lusophone. Suite à la hausse des droits de douane en 2014 sur les boissons et certains produits alimentaires, de plus en plus d'opérateurs angolais investissent dans des sites de production ou de conditionnement. Des opportunités d'affaires existent pour les entreprises françaises spécialisées dans les équipements de transformation alimentaire.

✉ xavier.chatte-ruols@businessfrance.fr

▼ Bénin : diminution de la production de coton estimée à 24 %

La production de coton devrait avoisiner les 280 350 tonnes pour la campagne 2015-2016, contre 367 000 tonnes en 2014-2015, soit une baisse de 24 %. Les recettes attendues sont de l'ordre de 101 Mds CFA sur la base d'un prix de 850 FCFA/Kg en baisse (862 FCFA) par rapport à 2014-2015. L'audit du cabinet Mazars, publié en janvier 2015, a mis en évidence de nombreux dysfonctionnements et a estimé à 29,4 Mds CFA le déficit de trésorerie en fin de campagne 2014-2015. En dépit des achats massifs d'intrants, il est observé une baisse significative des rendements ces dernières années, la production moyenne étant passée de 1.052 T/ha en 2008/2009 à 684 T/ha en 2012-2013.

✉ pierre-henry.lenfant@dgtresor.gouv.fr

▼ Mali : programme de motorisation du secteur agricole

Dans la perspective d'un vaste programme de motorisation du secteur agricole, le gouvernement a conduit récemment une opération pilote visant à mettre 1000 tracteurs à la disposition d'agriculteurs. Deux entreprises maliennes ont remporté les appels d'offres - Touguna Agro Industries et Mali Tracteurs – pour l'importation de tracteurs d'origine chinoise (800) et indienne (200). Plusieurs banques du pays sont associées au financement de cette opération.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ Sénégal : l'agriculture pourrait bientôt avoir ses propres chambres consulaires

Le processus de réflexion pour la création de Chambres d'agriculture, annoncé par le Premier ministre dans sa déclaration de politique générale, a été lancé ce 15 septembre. La profession agricole soutient la démarche même si elle fait marque de prudence quant aux dérives de gouvernance à éviter. L'Union des chambres de commerce soutient aussi le processus et veille à y participer pour ne pas être laissée de côté.

✉ julie.brayermankor@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : Après Sitabac, l'industriel camerounais James Onobiono se lance dans la transformation du cacao

Quantum Cocoa SA est le nom de la nouvelle entreprise que s'apprête à lancer l'homme d'affaires camerounais, James Onobiono. A travers Quantum Cocoa SA, ce dernier entend mettre en place une unité de transformation du cacao, pour un investissement total de 14 Mds FCFA (21 M EUR), qui permettra de créer 186 emplois. Cette unité agro-industrielle permettra au dirigeant de la Société industrielle des tabacs du Cameroun (Sitabac), de signer son retour au premier plan dans le monde de l'industrie camerounaise.

✉ pierre.valat@businessfrance.fr

▼ Congo : une délocalisation en vue des installations de Minoco

Le 22 septembre, le gouvernement congolais et le groupe Seaboard Corporation ont trouvé un accord sur le sujet de la délocalisation de la Minoterie du Congo (Minoco). Le but de cet accord est de permettre une plus grande capacité de production de la minoterie, dont les installations sont actuellement situées au Port autonome de Pointe-Noire, et garantir ainsi l'approvisionnement régulier du pays en farine de blé fortifiée en fer. Ce projet est composé de deux phases, la première visant à trouver et aménager le nouveau site, la seconde axée sur la réalisation des études et des travaux de construction de la nouvelle usine. Avec ce projet, le groupe Seaboard Corporation souhaite construire un "hub céréalière".

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ Energie et matières premières

▼ Cession de la filiale Total Coal South Africa au sud-africain Exxaro

Total a confirmé la cession pour 472 M USD, de sa filiale de production de charbon en Afrique du Sud (TCSA) à la société minière sud-africaine Exxaro, l'autorité de la concurrence ayant donné son accord l'été dernier. Par cette décision, Total entend se recentrer sur ses activités stratégiques d'exploration et de production de gaz naturel, parmi lesquels les projets actuels dans le bassin d'Outeniqua (au large de Mossel Bay), tout en continuant de développer ses projets d'énergies renouvelables grâce à sa filiale Sunpower. Cette vente devrait permettre à Exxaro, 2^{ème} producteur de charbon du pays et 4^{ème} exportateur, d'exporter 4 Mt supplémentaires par an.

✉ gregory.sidrac@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : le gouvernement fédéral souhaite relancer le secteur minier

Lors de sa récente visite à Paris, le président Buhari a réaffirmé la volonté de poursuivre la diversification de l'économie nigériane, rappelant que certains secteurs sont encore sous-exploités au Nigéria à l'instar du secteur minier. L'administration précédente avait fixé un objectif pour ce secteur d'atteindre 5% du PIB, contre seulement 0,46% actuellement. Plusieurs mesures (avantages fiscaux, permis d'exploitation facilités et possibilité de création d'entreprises 100% étrangères) ont été prises afin de faciliter l'exploitation minière des 500 sites potentiels.

✉ thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : projet de centrale au charbon de 2000 MW

Le producteur public d'électricité ghanéen Volta River Authority (VRA) a annoncé être en collaboration étroite avec l'entreprise chinoise Shenzhen Energy pour un projet de centrale au charbon de 2.000 MW. Les études de faisabilité sont en cours, et la première phase du projet pourrait être achevée en 2019 avec l'installation de 700 MW. Le gouvernement ghanéen a récemment exprimé sa volonté de développer l'utilisation du charbon pour la production électrique. Le Ghana connaît actuellement un important déficit de production avec une capacité totale installée de 2.850 MW.

✉ florian.lalanne@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée : construction du barrage hydroélectrique de Souapiti

Les autorités sont en discussion avec China International Water & Electric Corp (CWE) pour la construction du barrage hydroélectrique de Souapiti. Le coût de l'ouvrage est estimé à 2 Mds USD. Une fois réalisé, ce barrage d'une capacité de 550 MW devrait permettre à la Guinée de doubler sa production d'électricité. Il sera le deuxième projet de CWE en Guinée après l'achèvement en juillet dernier du barrage de Kaléta d'une capacité de 240 MW.

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Togo : revenu en hausse dans le secteur extractif

Le Togo a adhéré en 2013 à l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE). Cette volonté de rendre ce secteur plus transparent commence à porter des fruits. En effet, la récente publication du rapport de l'ITIE Togo-2013 fait état d'une hausse des revenus générés par le secteur extractif qui sont passés de 15,75 Mds FCFA en 2012 à 22,407 Mds FCFA en 2013. Les produits miniers (principalement le clinker, le phosphate et l'or) représentent 18,5 % de la valeur des exportations du pays.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

▼ Le litige frontalier maritime entre la Côte d'Ivoire et le Ghana franchit une étape procédurale

En décembre 2014, suite à l'échec de négociations diplomatiques, la Côte d'Ivoire et le Ghana ont saisi le Tribunal international du droit de la mer basé à Hambourg aux fins de délimiter leur frontière maritime. Le 4 septembre 2015, le Ghana a déposé son mémoire exposant ses arguments au fond, auquel la Côte d'Ivoire devra répondre avant le 4 avril 2016. Ce procès constitue un enjeu économique majeur pour les deux Etats, la zone frontalière litigieuse disposant de réserves prouvées d'hydrocarbures extrêmement importantes. En avril 2015, le Tribunal a ordonné au Ghana, à titre de mesures conservatoires, de s'abstenir de tout nouveau forage dans cette zone jusqu'au jugement définitif.

✉ pitron@gide.com

▼ Nouvelle entreprise minière annoncée pour octobre 2015 à Bunia (Est de la RDC)

Une nouvelle compagnie minière « Mongwalu Gold Mining » sera créée en octobre prochain à Bunia en Ituri, à l'est de la République démocratique du Congo (RDC). L'annonce a été faite le 22 septembre 2015 par le directeur général de l'entreprise, Guy Robert LUKAMA. Mongwalu Gold Mining (MGM), est une joint-venture entre le gouvernement congolais représenté par la société Kilo moto (Sokimo) détenant 14% des parts et Ashanti Gold Kilo (AGK) en détenant 86%. Cette entreprise débutera sa production d'or en février 2016. Les engagements sociétaux (RSE) portent sur des projets dans les domaines de l'éducation et des infrastructures.

✉ francois.quintin@dgtresor.gouv.fr

▼ Soudan : signature d'accords commerciaux Chine-Soudan et octroi de concessions gazières

À l'occasion de la visite du président soudanais en Chine, les deux gouvernements ont signé un partenariat stratégique comprenant des accords commerciaux. La Chine a par ailleurs obtenu 4 concessions gazières pour les blocs 4 et 6 (Kordofan méridional), 8 (Sennar) et 15 (zone terrestre et maritime au sud de Port Soudan). Premier client et fournisseur du Soudan, la Chine s'intéresse prioritairement aux ressources en hydrocarbures soudanaises, (1,5 Md de barils de

réserves non prouvées). Côté soudanais, les accords avec la Chine permettent au gouvernement de contourner les sanctions commerciales américaines.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ Industrie

▼ Guinée : la société malienne Touguna prévoit la construction d'une usine d'engrais

Le groupe malien Touguna devrait s'implanter d'ici la fin de l'année une usine de production d'engrais en Guinée, d'une capacité de 300 000 tonnes par an. Le coût total de cet investissement est évalué à 6 M USD. La stratégie du groupe est double : devenir le principal fournisseur du pays en engrais (le pays en importe 200 000 tonnes par année) et accéder aux marchés des pays voisins comme la Sierra Léone, le Libéria et la Guinée Bissau.

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Gabon : 475 machines agricoles Caterpillar pour la SOTRADER

Le Groupe OPTORG (Tractafric Equipment au Gabon, société française rachetée par le groupe marocain ONA en 1993) spécialiste de l'équipement de chantiers et son partenaire constructeur Caterpillar, ont été choisis pour fournir 475 machines (400 tracteurs D6R et 75 pelles 323) à la Société de transformation agricole et de développement rural (Sotrader), issue d'un partenariat public-privé entre l'État gabonais et la société OLA International. Ce contrat d'un montant de 140 M USD avait été annoncé lors du NYFA 2015. Il s'agit du plus gros contrat jamais signé pour l'achat d'équipements agricoles par le géant de la fabrication d'engins industriels en Afrique

✉ thierry.blin@dgtresor.gouv.fr

▼ Madagascar : Construction d'une unité industrielle de distillation d'essence de girofle

Le Groupe Henri Fraise (Madagascar) et Groupe Givaudan (Suisse) ont posé à Tamatave le 15 septembre dernier la première pierre d'une usine de distillation d'essence de girofle. Cette usine appelée NATEMA sera, avec une capacité annuelle de 800 tonnes de produits finis, la plus grande unité industrielle de ce type dans le monde (la 1^{ère} tranche de l'investissement est de 10 M USD). Madagascar avec 15 000 tonnes de clous secs est le deuxième producteur mondial de girofle après l'Indonésie. Après une année record en 2012, la filière clous secs a été handicapée par des pratiques délétères (mauvais séchages, conditionnements douteux, etc.). Cela renforce l'intérêt de cette filière industrielle de transformation sur place des feuilles.

✉ beaumont@ccifm.mg

▼ Services

▼ Nigeria : forte croissance du marché de l'assurance

D'après les principaux professionnels du secteur de l'assurance, plusieurs indicateurs socio-économiques (démographie favorable, émergence de la classe moyenne, population urbaine en hausse,...) devraient permettre au secteur de l'assurance de se développer rapidement. Réunies à l'occasion du 2015 Insurance Professional Forum, les principales sociétés

d'assurances nigérianes (Custodian, Cornerstone, Mansard-Axa, Takaful,...) se sont accordées sur les perspectives de forte croissance rappelant que le taux de pénétration de l'assurance auprès des foyers nigériens n'était que de 0,3% en 2014.

✉ thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : Corsair suspend ses vols vers Abidjan

Corsair a annoncé jeudi dernier la suspension de sa ligne Paris-Abidjan à partir du 24 octobre. Son activité reprendra le 13 juin 2016 à un rythme de trois vols par semaine. Pour mémoire, la compagnie avait lancé cette ligne régulière en mars 2013. Cette suspension devrait profiter aux compagnies qui assurent une liaison directe (Air-France) et indirecte (Brussels Airlines, RAM, etc.) entre Paris et Abidjan.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée : le groupe de distribution espagnol Dia prévoit de s'implanter

Dia, le groupe espagnol spécialisé dans le *hard-discount*, prévoit une implantation à Conakry avant la fin de l'année. Il devrait s'installer dans l'hypermarché de 3 000 m² du centre commercial Prima Center Conakry, du groupe industriel familial ivoirien Hyjazi. Dia a des ambitions d'expansion dans la région ouest-africaine.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : Bouygues et Mövenpick investissent dans un hôtel à Abidjan

Bouygues et le groupe suisse Mövenpick s'associent à la société ivoirienne Saprim pour un investissement de 55 M EUR dans un hôtel cinq étoiles à Abidjan. Le chantier démarrera dans les six mois et doit être achevé d'ici la fin 2018. Le projet sera essentiellement financé par Saprim et Bouygues. Le secteur hôtelier et touristique représente actuellement 4,8% du PIB ivoirien contre seulement 0,6% en 2011.

✉ benoit.massuyeau@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée-Equatoriale : lancement du bouquet EG SAT

Le groupe de distribution de produits, de services et de solutions United Business Machines EG présent en Guinée Equatoriale a annoncé mi-septembre, la signature d'un contrat pluriannuel avec Eutelsat Communications (opérateur français de satellites de télécommunications). Ce contrat porte sur la location de capacités sur le faisceau africain du satellite EUTELSAT 16A pour le lancement du nouveau bouquet télévisuel « EG SAT ». Ce bouquet contiendra une soixantaine de chaînes francophones, hispanophones et anglophones, dont trois chaînes nationales équato-guinéennes. Ce lancement accompagne le passage à la télévision numérique que la Guinée Equatoriale a par ailleurs amorcé.

✉ chloe.derrien-cortes@diplomatie.gouv.fr

▼ Gabon : baisse du trafic aérien au 3ème trimestre 2015

Le trafic aérien à Libreville a connu une baisse de -6,8% au 3ème trimestre 2015, pour s'établir à 537 887 passagers contre 577 403 au 3ème trimestre 2014. La compagnie aérienne privée Afric Aviation reste le premier transporteur sur les liaisons domestiques avec 18% de part de marché, en augmentation. Elle est suivie de la Nationale (8%) et Afrijet (6%). Allegiance, dont le nombre de passagers a connu une baisse de 62%, se trouve en dernière position. Sur l'international, Air France demeure numéro un sur la plate-forme aéroportuaire de Libreville

avec 100 884 passagers (19% de part de marché), suivie de Air Côte d'Ivoire (7%), Asky (7%), Ethiopian Airlines (6%), Royal Air Maroc et South Africa Airways.

✉ thierry.blin@dgtresor.gouv.fr

▼ Madagascar : ouverture du capital d'Air Madagascar et libéralisation du trafic aérien.

Le chef de l'État malgache a annoncé une politique d'ouverture du ciel à la concurrence, à travers l'ouverture du capital d'Air Madagascar et la création de nouvelles liaisons aériennes. Il s'agit de relancer le tourisme, alors que les difficultés d'Air Madagascar ne permettront pas d'atteindre l'objectif de 300 000 touristes cette année. La compagnie française Air Austral et des compagnies du Golfe auraient déjà fait part de leur intérêt à monter au capital de la compagnie nationale. Cette dernière est actuellement la seule compagnie à desservir les vols intérieurs réguliers en dépit de la promulgation en 2004 du Code de l'aviation civile libéralisant le secteur du transport aérien.

✉ hubert.colaris@dgtresor.gouv.fr

▼ Comores : développement de l'offre régionale en dessertes aériennes

Après la récente ouverture de lignes vers Mahajanga/Madagascar et Dar Es Salam/ Tanzanie, la compagnie aérienne comorienne AB Aviation a étoffé son offre régionale en ouvrant le 09 septembre la ligne Anjouan-Mayotte. Alors que l'offre inter-îles ne permet pas de répondre à une demande en croissance faute de rentabilité, le développement des dessertes régionales apparaît comme une nécessité pour les deux compagnies locales AB Aviation et Inter Îles. Alors que l'intégration des Comores dans le trafic international s'avère encore difficile et particulièrement onéreux pour de multiples raisons (insuffisance des infrastructures aéroportuaires, taille limitée, etc.), ces efforts des compagnies nationales sont encourageants.

✉ gaboritl@afd.fr

▼ Tanzanie : des tarifs très abordables pour le réseau de bus rapides à Dar Es Salaam, dont la mise en service est prévue début octobre

Des tarifs très abordables pour le réseau de bus rapides à Dar Es Salaam, dont la mise en service est prévue début octobre. Les 80 bus modernes attendus d'ici la fin du mois à Dar Es Salam devraient opérer sur la route de Morogoro entre les zones de Kimara et Kivukoni. Selon l'agence de régulation SUMATRA (Surface and Marine Transport Regulatory Authority), les tarifs devraient s'établir entre 500 TZS (0,2 EUR) et 900 TZS (0,4 EUR) selon les lignes. Ces tarifs abordables correspondent à l'objectif du gouvernement de favoriser un transport de masse à Dar Es Salaam.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ La gestion des déchets au Nigéria

A l'approche de la COP21 (30 novembre - 11 décembre), un salon sur les déchets doit se tenir à Lagos du 21 au 23 octobre (Landmark Center, VI), organisé par la société Waste Matter Nigeria et le ministère fédéral de l'Environnement. L'AFD finance un projet de décharge. Lafarge s'intéresse à la production énergétique à partir de déchets, mais il n'existe pour l'heure pas d'industrie organisée de valorisation des déchets. Le ramassage et le tri sont lacunaires, et restent l'apanage de personnes sans formation et exposées aux risques sanitaires afférents. La gestion des déchets peut à la fois créer des ressources et permettre une amélioration de la sécurité sanitaire.

✉ pierre.decoussy@businessfrance.fr

ENTREPRISES

▼ Nigéria : la NNPC a conclu un accord pour un montant de 1,2 Md USD avec l'entreprise américaine Chevron

Cette somme va permettre le développement de 23 forages onshore et 18 offshore dans les blocs pétroliers OML 49, 90 et 95 en deux phases d'ici à 2018. Au total, l'ensemble de ces forages pourrait permettre la production de 40 000 barils supplémentaires par jour.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : Les centrales de Dibamba et Kribi ont un nouveau propriétaire

Le fonds d'investissement Actis, détenteur de 56% d'actifs de la compagnie nationale d'électricité ENEO et des centrales à gaz et à fuel de Kribi et de Dibamba, dont la gestion était assurée par sa filiale Globeleq depuis juin 2014, a cédé les actions qu'il détenait dans les deux centrales à un consortium constitué du fonds norvégien Nordfund et du groupe CDC (Commonwealth Development Corporation) pour 227 M USD.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ Djibouti : reprise d'activité pour Air Djibouti

Le lundi 3 août, *Air Djibouti* a repris ses activités avec une première liaison cargo entre Djibouti et Hargeisa (Somaliland), tandis que les vols passagers pourraient reprendre en novembre 2015. La compagnie ambitionne de desservir les capitales proches du Kenya, du Soudan du Sud et de la Somalie. Fondée en 1963, *Air Djibouti* avait cessé son activité après sa mise en faillite en 2002. *Air Djibouti* reste une compagnie nationale, bien que sa gestion ait été confiée à la compagnie britannique *Cardiff Aviation*. Djibouti a pour objectif de venir une plateforme en matière de fret aérien, en développant le transport de marchandises mixtes, qui consiste à réceptionner les cargos dans le port de Djibouti pour ensuite acheminer les marchandises par avion.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : non-renouvellement de l'accord sur les garanties de prêts conclu entre Kenya Airways et la banque publique US Export-Import Bank

Le Sénat américain a voté contre le renouvellement des garanties de prêts dont *Kenya Airways* bénéficiait depuis 2012. 835 M USD avait ainsi été garantis par la banque publique US Export-Import Bank, permettant l'acquisition de 6 Boeing B787 Dreamliners. *Kenya Airways* se retrouve de fait dans l'impossibilité de payer les 2 derniers appareils commandés à Boeing, pour un coût total de 450 M USD. Pour faire face à ses difficultés financières, la compagnie aérienne bénéficie de prêts de la banque égyptienne *Afreximbank* et du gouvernement kényan, de 200 M USD et 40 M USD respectivement. *Kenya Airways* a annoncé des pertes de 250 M USD en 2014-15.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ Ghana : la CCI de Bordeaux reçoit le Président Mahama

La CCI de Bordeaux et le CBSOA – Club d'Entreprises Bordeaux Afrique — en lien avec CCI International Aquitaine recevront le président de la République du Ghana, M. John Dramani Mahama, mercredi 8 octobre 2015. Le Président Mahama sera accompagné d'une délégation ministérielle ainsi que de chefs d'entreprises. Des échanges économiques sont prévus entre les chefs d'entreprises ghanéens et bordelais, ainsi qu'une séance de questions-réponses avec le Président et ses Ministres. La venue du Président Mahama à Bordeaux est une première et sera son unique déplacement en province lors de sa venue en France.

✉ cdepoorter@bordeaux.cci.fr

▼ Nigéria : Ngozi Okonjo-Iweala nommée conseillère senior de la banque d'affaires Lazard

L'ancienne ministre des Finances du Nigéria, qui a également été directrice générale de la Banque mondiale, interviendra principalement dans le domaine du conseil aux Etats.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ Madagascar : visite officielle en France du Premier ministre de Madagascar

En visite du 30 août au 6 septembre 2015, Jean Ravelonarivo, Premier ministre de Madagascar, a présenté à Manuel Valls les réformes menées par son gouvernement. Il lui a également fait part de son souhait de mise à jour de l'accord-cadre de coopération entre les deux pays datant de 1973, et a demandé le soutien du gouvernement français pour l'organisation à Madagascar du Sommet de la Francophonie en 2016 et le renforcement de la coopération judiciaire. Enfin, le Premier ministre a présenté devant une quarantaine d'entreprises françaises les priorités de son gouvernement en matière de développement économique, les réformes en cours ou à venir, les opportunités d'affaires et les secteurs porteurs à Madagascar.

✉ hubert.colaris@dgtresor.gouv.fr

▼ Autres visites

= **29 septembre au 2 octobre** : déplacement en France du Premier ministre adjoint de Maurice, Xavier-Luc Duval.

= **5 au 7 octobre** : visite à Paris du président de la République du Ghana et de la ministre des Affaires étrangères.

= **14 au 16 octobre** : visite du ministre des Affaires étrangères de Zambie.

= **20 au 23 octobre** : visite d'Etat du président de la République du Niger.

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MAEDI ni des ministères économiques et financiers.
La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère des Affaires étrangères et du Développement international et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère des Finances et des Comptes publics et du ministère de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique.

Contacts

sandrine.lafaye@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Directeur de la Publication

Marc Bouteiller

Rédacteurs en Chef

Samuel Goldstein (DG Trésor) et Marc Bouteiller (DAOI)

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à :
objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :



C/M/S/ Bureau Francis Lefebvre

